

Après la discussion politique générale, le Conseil national a voté sur le texte qui servira de base à la discussion des communistes, préparatoire à la Conférence nationale des 10 et 11 avril. Le vote s'est fait sur un texte amendé après propositions des membres du CN. Sur proposition de la commission chargée du texte, le Conseil national a émis **quatre votes** pour trancher des questions politiques importantes qui restaient en discussion. Tu trouveras ici le contenu et le résultat de ces 4 votes. Deux votes portaient sur des amendements ayant trait à nos choix politiques et deux sur le sens général du texte.

Amendement n°1 : ajout d'une phrase à la fin du chapitre intitulé « agir pour le rassemblement majoritaire de notre peuple ».

Après le dernier paragraphe ainsi rédigé : « D'importants débats, dont le peuple doit s'emparer, restent donc indispensables pour unir les forces populaires, dépasser les divisions des forces de gauche et écologistes en créant un socle d'idées suffisamment partagées, initier une construction politique nouvelle pour conduire au changement radical de politique qu'attend le pays. Nous entendons agir pour y parvenir, progresser dans cette direction en amplifiant les luttes, en poussant les idées anticapitalistes qui montent dans la société, en faisant gagner en influence les idées et propositions portées par le Parti communiste français. Tout au long de l'année à venir, le PCF prendra les initiatives à même de réunir les conditions d'une alternative politique autour d'un pacte d'engagements législatifs communs. »

L'amendement proposait d'ajouter : « Le PCF assumera ses responsabilités pour de nouvelles décisions si les évolutions politiques le permettent et le nécessitent. »

Résultat du vote :

Exprimés : 121

Pour : 53

Contre : 62

Abstention : 6

Amendement n°2 : réécriture du 4e paragraphe du chapitre « De la présidentielle aux législatives », visant à repousser après la présidentielle la discussion d'un pacte législatif.

Réécriture proposée : « Dans ce but, durant la campagne présidentielle, ils proposeront que se construise, **au lendemain de l'élection**, un pacte d'engagements législatifs communs entre toutes les forces qui s'y montreront prêtes, en lien avec le mouvement populaire, et sur la base de mesures remettant en cause les logiques capitalistes. Constitué sur un socle partagé de mesures immédiates, de propositions structurelles et d'ententes électorales, ce pacte d'engagements permettrait de renforcer, au sein de l'Assemblée nationale, le poids des communistes et celui de la gauche, ouvrant à la constitution, si le rapport des forces le permet, d'une majorité politique à même de sortir le pays de la crise. »

Résultat du vote :

Exprimés : 124

Pour : 29

Contre : 91

Abstentions : 4

Vote sur les premiers chapitres du texte (précédant les chapitres consacrés à la candidature communiste et aux législatives)

Exprimés : 127

Pour : 73

Contre : 41

Abstention : 13

Vote sur le choix entre les deux derniers chapitres du texte et l'option alternative

Une option alternative aux deux derniers chapitres du texte sur la présidentielle et les élections législatives a été soumise au vote sur proposition de membres du Conseil national. Elle visait à se substituer aux deux derniers chapitres du texte. Un vote a eu lieu pour départager ces deux options.

Exprimés : 131

Pour les deux derniers chapitres présentés par la commission : 68

Pour l'option alternative : 45

Abstention : 18